



L'emploi salarié privé val-de-marnais à l'épreuve de la crise : retour sur la période 2005 - 2010

Fin 2010, le Val-de-Marne comptait 356 472 emplois salariés privés (8,7% du total francilien). Sur la période 2005-2010, cet emploi a progressé +10,3% (contre +4,7% en Ile-de-France) alors que son tissu employeur s'est légèrement contracté (-0,4% pour -0,2% en Ile-de-France).

Conséquence de la crise intervenue dès la fin de l'année 2008, une rupture de tendance dans l'évolution de l'emploi est apparue au cours de l'année 2009. Cependant, l'emploi val-de-marnais a plutôt mieux résisté que dans le reste de l'Ile-de-France, comptant, fin 2010, quasiment autant d'emplois que fin 2008.

Globalement, les très petits établissements, le secteur de la construction et l'emploi productif ont souffert du ralentissement économique alors que les plus grands établissements (attractivité tertiaire) et l'emploi lié à la sphère présentielle ont bien résisté.

Une forte croissance de l'emploi salarié privé sur l'ensemble de la période

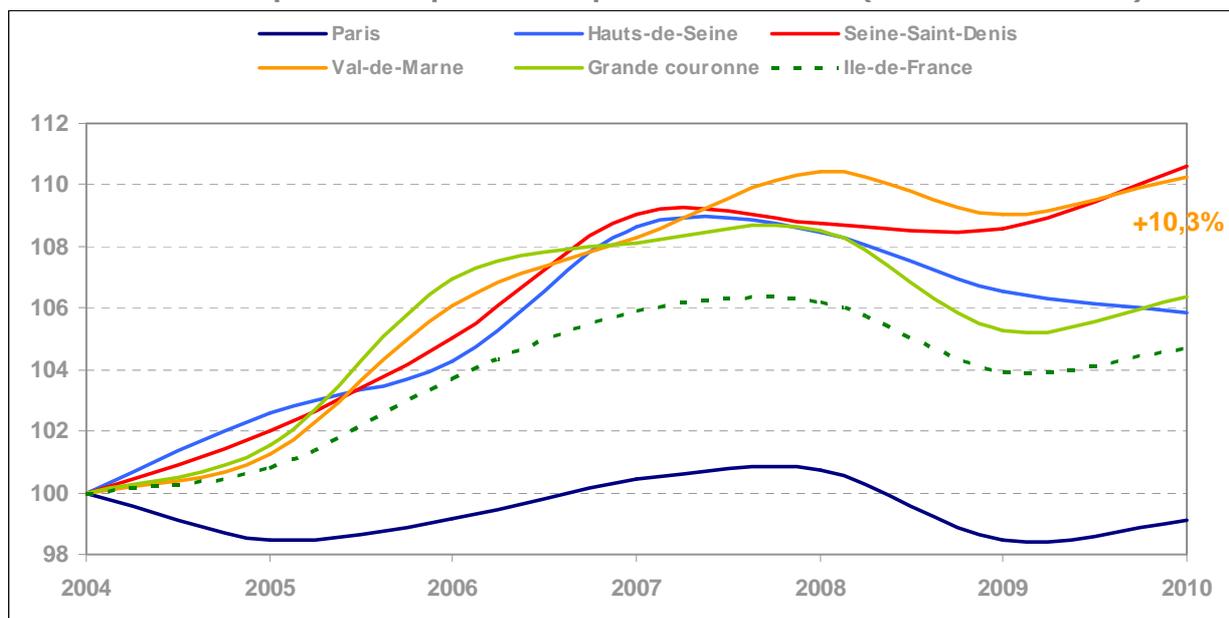
Sur la période 2005-2010, les effectifs salariés privés val-de-marnais ont fortement progressé, +10,3%, soit un gain de 33 182 emplois.

En Ile-de-France (+4,7%), seuls le Val-d'Oise (+17,6%, soit un gain de 44 826 emplois) et la Seine-Saint-Denis (+10,6%, soit un gain de 37 723 emplois) ont connu une meilleure évolution de leurs effectifs.

En revanche, les effectifs des Hauts-de-Seine n'ont évolué que de +5,9%, soit un gain de 24 738 emplois salariés privés.

Effet de structure et de concentration, les 3 départements de Petite couronne ont majoritairement contribué, à hauteur de 2,9 points, à la croissance de l'emploi régional (+4,7%), contre 2 points pour la Grande couronne. Le repli de l'emploi salarié privé parisien (-0,9%) n'a que faiblement impacté la croissance francilienne (-0,3 point de croissance).

Fig. 1 : Evolution de l'emploi salarié privé sur la période 2005-2010 (fin 2004 – fin 2010)



Source : Pôle emploi services

Quelle corrélation entre croissance du tissu et développement de l'emploi ?

Alors que l'emploi francilien a augmenté de +4,7% au cours de la période 2005-2010, le tissu employeur privé s'est replié de -0,2% en 6 ans (soit une perte de 805 unités employeuses privées) portant à 339 145 le nombre d'établissements employeurs privés en Ile-de-France.

Le Val-de-Marne comptait 29 778 établissements employeurs privés fin 2010 (8,8% du tissu régional), un volume en légère baisse de -0,4% sur la période 2005-2010

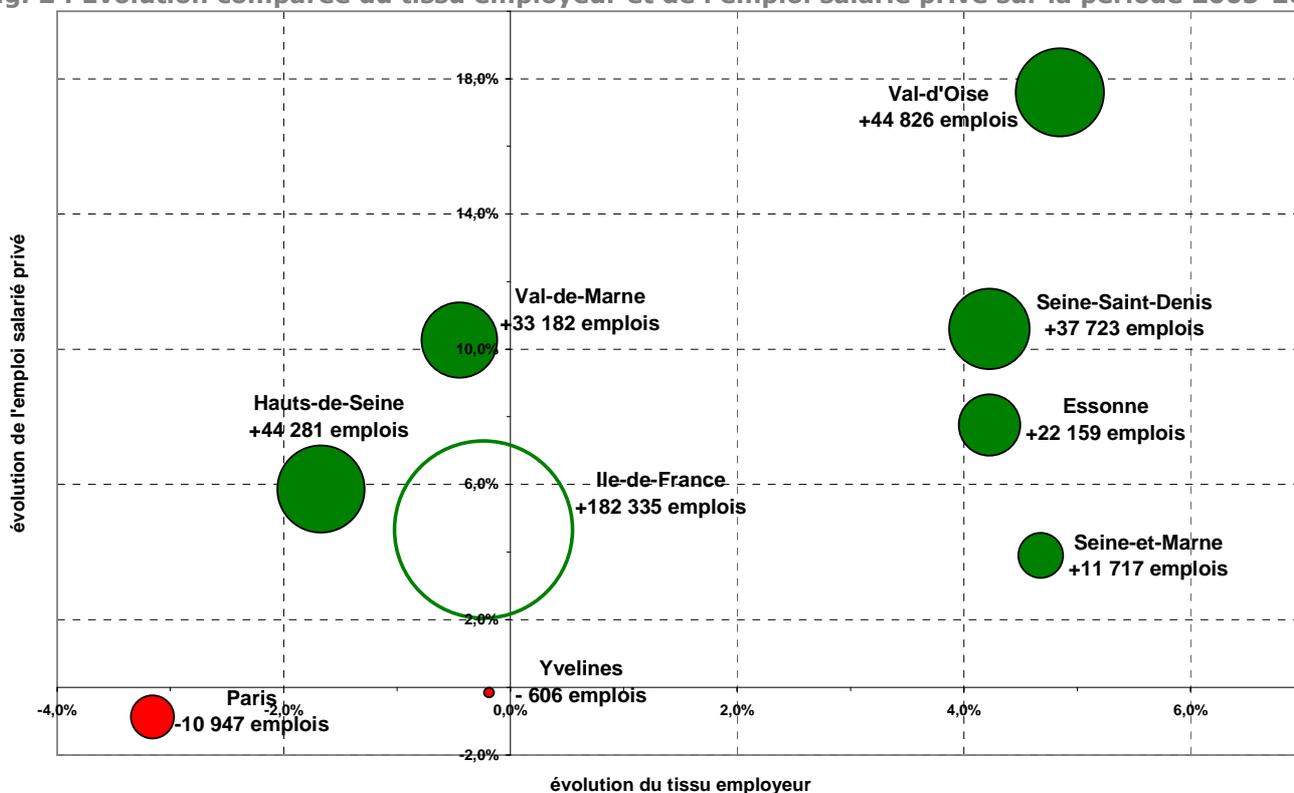
Seuls 4 départements (93, 77, 91 et 95) combinent une hausse à la fois de leur tissu et de l'emploi (cf. Fig. 2).

Assez logiquement on observe, sur la période étudiée, que quand le tissu augmente, l'emploi croît lui aussi.

Cependant, le développement de l'emploi n'est pas uniquement lié à la croissance du tissu, en témoignent les cas de figure du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine.

Enfin, Paris et les Yvelines ont subi sur cette période une double-peine : réduction de leur tissu employeur et repli de leur emploi salarié privé.

Fig. 2 : Evolution comparée du tissu employeur et de l'emploi salarié privé sur la période 2005-2010



Source : Pôle emploi services

Note de lecture : le disque figure le solde d'emploi sur la période 2005-2010 (en valeur absolue, la couleur indiquant un gain, en vert, ou une perte, en rouge).

Rupture de tendance au cours de l'année 2009

Conséquence de la crise, la rupture de tendance intervient au cours de l'année 2009 pour l'ensemble des départements franciliens.

Sur un an, l'Ile-de-France a perdu 88 532 emplois salariés privés (-2,1%) dont la moitié sur Paris (- 28 742 effectifs) et les Hauts-de-Seine (-14 786 effectifs).

En proportion, la Seine-et-Marne a payé le plus lourd tribut en termes d'emploi au cours de l'année 2009 : -3,9%, soit une perte de 12 623 emplois.

En Val-de-Marne, la baisse n'a pas été trop sévère avec « seulement » 4 582 emplois perdus (soit -1,3%).

La figure 3 illustre, pour le territoire de Paris – Petite couronne le décalage de l'impact de la crise, l'amortissement de ses effets et la capacité de chaque économie départementale à rebondir.

L'emploi salarié privé est à la hausse en 2005 (hormis Paris), 2006 et 2007 pour l'ensemble des départements.

Le ralentissement économique des derniers mois de 2008 impacte à la baisse l'emploi des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis (respectivement -0,1% et -0,3%). L'emploi parisien se maintient (+0,3%) et les effectifs val-de-marnais progressent de +2,0% sur un an.

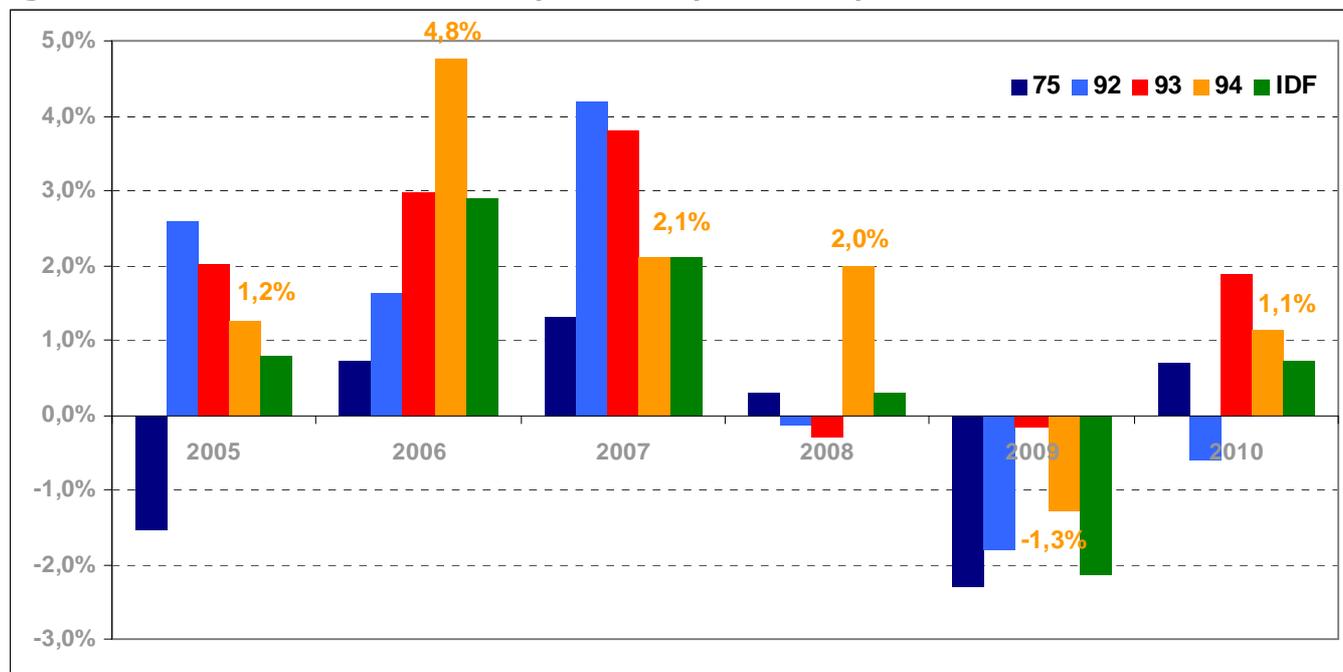
L'emploi salarié privé chute dans l'ensemble des départements franciliens au cours de l'année 2009.

L'année 2010 est marquée par le net rebond de l'emploi salarié en Seine-Saint-Denis et en Val-de-Marne (respectivement +1,9% et +1,1%) alors que les effectifs alto-séquanais sont en baisse pour la troisième année consécutive.

A noter que des 8 départements franciliens, seuls la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise comptaient fin 2010 davantage d'emplois salariés privés que 2 ans auparavant (fin 2008).

Le Val-de-Marne a « seulement » perdu, en 2 ans, 604 emplois, soit -0,2% (quand les Hauts-de-Seine ou Paris affichent un déficit de l'ordre de 20 000 effectifs, soit respectivement -2,4% et -1,6%).

Fig. 3 : Taux d'évolution annuel de l'emploi salarié privé sur la période 2005-2010

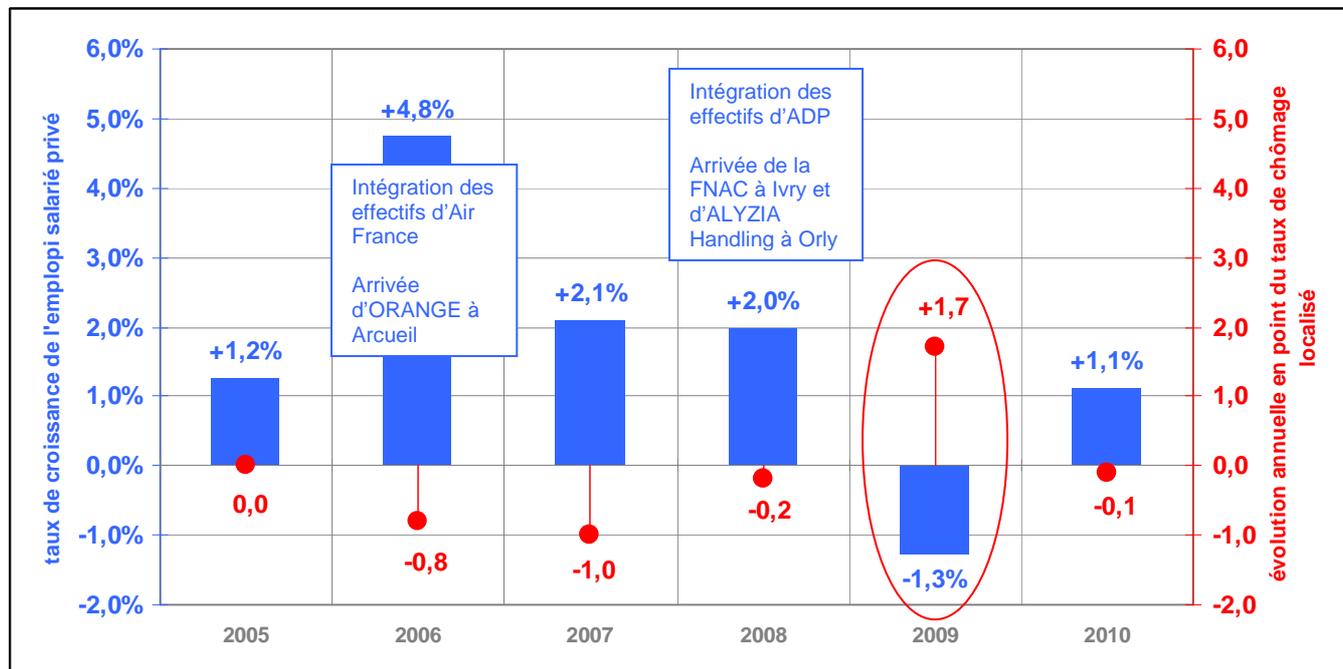


Source : Pôle emploi services

Des biais et des effets masse peuvent expliquer certaines évolutions annuelles de l'emploi salarié privé val-de-marnais.

Par ailleurs, il convient de mettre en lumière la déconnexion partielle de l'évolution de cet emploi avec celle du taux de chômage localisé.

Fig. 4 : Evolution comparée de l'emploi et du taux de chômage



Source : Pôle emploi services et Insee

2 enseignements :

- les fortes hausses annuelles de l'emploi sont principalement imputables à l'intégration d'effectifs jusqu'alors non concernés par l'assurance chômage et à l'effet masse d'arrivée de grands groupes sur le département ;
- ce faisant, la hausse de l'emploi en Val-de-Marne ne profite pas nécessairement aux demandeurs d'emploi du territoire...

L'ampleur de la rupture de tendance différencie les territoires

Sur l'ensemble de la période étudiée, l'emploi salarié privé val-de-marnais a connu une croissance annuelle moyenne de +1,6%, soit le double de l'évolution moyenne francilienne.

Les premiers effets de la crise, intervenue fin 2008, se cristallisent en termes de d'emploi au cours de l'année 2009.

L'ensemble des départements de la région a accusé une rupture de tendance dans l'évolution de leur emploi salarié privé.

Le delta en point de croissance avant et après 2008 illustre ce différentiel d'évolution.

Fig. 5 : Taux de croissance annuel moyen de l'emploi salarié privé départemental par période

	2004-2010	2004-2008	2008-2010	delta en point
Paris	-0,1%	0,2%	-0,8%	-1,0
Hauts-de-Seine	1,0%	2,1%	-1,2%	-3,3
Seine-St-Denis	1,7%	2,1%	0,9%	-1,3
Val-de-Marne	1,6%	2,5%	-0,1%	-2,6
Seine-et-Marne	0,6%	1,7%	-1,5%	-3,2
Yvelines	0,0%	0,8%	-1,6%	-2,4
Essonne	1,3%	2,4%	-0,9%	-3,3
Val-d'Oise	2,7%	4,0%	0,3%	-3,7
Ile-de-France	0,8%	1,5%	-0,7%	-2,2

Source : Pôle emploi services (2004-2010)

Cette rupture évolue de -1,0 point pour Paris à -3,7 points en Val-d'Oise. Ces 2 extrêmes résultent de cas particuliers : la rupture de

tendance a été peu forte à Paris du fait d'une croissance faible en début de période (+0,2%) et importante en Val-d'Oise en lien avec une très forte croissance avant la crise (+4,0%). Comme déjà évoqué plus haut, seuls la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise ont connu une croissance annuelle positive de leur emploi salarié depuis 2008 (respectivement +0,9% et +0,3%).

Quant au Val-de-Marne, malgré un léger repli depuis 2008 (-0,1%), l'évolution de son emploi salarié privé accuse un fort différentiel de croissance avant / après-crise (-2,6 points).

La crise a surtout affecté les très petits établissements

L'évolution comparée de l'emploi selon la taille de l'établissement employeur permet d'apprécier la résistance, ou non, de la tranche d'effectif

Fig. 6 : Taux de croissance annuel moyen comparé de l'emploi salarié privé par tranches d'effectif

	2004-2010		2004-2008		2008-2010	
	VdM	IdF	VdM	IdF	VdM	IdF
1 à 9 sal.	-0,1%	0,0%	0,5%	0,4%	-1,2%	-0,8%
10 à 49 sal.	0,5%	0,6%	0,7%	1,2%	0,2%	-0,6%
50 à 199 sal.	1,1%	0,5%	1,6%	1,0%	0,0%	-0,4%
200 sal. et +	4,7%	1,6%	6,9%	3,0%	0,4%	-1,0%
Total	1,6%	0,8%	2,5%	1,5%	-0,1%	-0,7%

Source : Pôle emploi services (2004-2010)

Globalement, l'emploi lié aux établissements de moins de 50 salariés a évolué moins vite en Val-de-Marne qu'à l'échelle de l'Ile-de-France.

Autant les très petits établissements (employant de 1 à 9 salariés) ont davantage accusé le coup de la crise (-1,2% contre -0,8% en Ile-de-France), autant les petits établissements (de 10 à 49 salariés), malgré une croissance d'emploi plus faible en début de période (+0,7% contre +1,2% en Ile-de-France), ont mieux résisté à la crise (+0,2% contre -0,6% en Ile-de-France).

Les moyens et grands établissements val-de-marnais ont, quant à eux, vu leur emploi progresser davantage qu'en Ile-de-France.

Cette dynamique s'explique, tout d'abord, par une croissance de l'emploi supérieure avant 2009, et par la préservation voire même, le

développement de cet emploi depuis la crise alors que cet emploi baissait à l'échelle régionale (par exemple, l'emploi des grands établissements a progressé de +0,4% par an depuis 2009 alors qu'il s'est replié de 1,0% dans l'ensemble de la région).

L'attractivité du Val-de-Marne, territoire d'accueil de grands groupes, explique en partie la performance de l'emploi des grands établissements : le département comptait, fin 2010, 10 très grands établissements (employant plus de 500 salariés) de plus que fin 2008 (62 contre 52). Cette tranche d'effectifs a gagné près de 7 000 emplois sur la période 2008-2010.

A l'épreuve de la crise, résistance de l'emploi industriel et dégradation de l'emploi lié à la construction

Quelles dynamiques et ruptures de tendance observe-t-on sur la période par grands secteurs d'activités ?

Globalement, l'emploi salarié privé a mieux évolué en Val-de-Marne qu'à l'échelle francilienne. Les effectifs tertiaires et ceux liés à la construction ont progressé plus vite et l'emploi industriel a mieux résisté à la tendance baissière structurelle de ce secteur (-1,7% contre -3,2%).

Fig. 7 : Taux de croissance annuel moyen comparé de l'emploi salarié privé par grands secteurs d'activité

	2004-2010		2004-2008		2008-2010	
	VdM	IdF	VdM	IdF	VdM	IdF
Construction	2,2%	1,9%	4,1%	3,3%	-1,6%	-1,0%
Industrie	-1,7%	-3,2%	-1,4%	-2,7%	-2,3%	-4,4%
Tertiaire	2,0%	1,3%	2,8%	2,0%	0,4%	-0,2%
Total*	1,6%	0,8%	2,5%	1,5%	-0,1%	-0,7%

Source : Pôle emploi services (2004-2010)

* y c. Agriculture et Activité inconnue

L'emploi industriel connaît un repli plus important (-2,3% contre -1,4% avant la crise, toujours moins fort qu'en Ile-de-France).

L'emploi tertiaire croît certes peu (+0,4%) mais progresse à la différence de l'Ile-de-France (-0,2%). En effet, malgré un dynamisme faible en lien avec la conjoncture peu favorable, le département a pu compter (comme la Seine-Saint-Denis) sur sa nouvelle offre de surfaces de bureaux en périphérie de

Paris très attractive pour les entreprises en quête de réduction de coût immobilier.

En revanche, l'emploi lié à la construction, très vigoureux avant la crise (en moyenne + 4,1% par an), subit de plein fouet ses effets : -1,6% en moyenne annuelle sur la période 2008-2010, soit pire qu'à l'échelle régionale (-1,0%).

Point de vigilance : la construction est un des secteurs phares de l'économie départementale, concentrant 10,5% des effectifs privés val-de-marnais.

Toutefois, ce sont les très petits établissements de la construction (majoritairement contributeurs au total) qui ont le mieux résisté aux difficultés engendrées par la crise (-0,8%) quand l'emploi des plus grands établissements a été plus durement affecté (-2,5%).

En revanche, l'emploi industriel a plus souffert au niveau de ses plus petits établissements et l'emploi tertiaire a été porté par l'implantations d'établissements de 500 salariés et plus.

Le salut par l'emploi présentiel

Sur la période, la part de l'emploi salarié privé val-de-marnais lié à la sphère présente¹ a fortement progressé, évoluant de 50,5% à 54,3% fin 2010 (+3,8 points) ; une évolution structurelle dans la mesure où l'emploi salarié privé francilien lié à la sphère présente est devenu majoritaire au cours de la période (sa contribution à l'ensemble de l'emploi évoluant de 48,7% à 51,2%).

Fig. 8 : Taux de croissance annuel moyen comparé de l'emploi salarié privé par sphère économique

sphère	2004-2010		2004-2008		2008-2010	
	VdM	IdF	VdM	IdF	VdM	IdF
présentielle	2,9%	1,6%	3,4%	2,2%	1,8%	0,4%
non présente	0,3%	-0,1%	1,6%	0,8%	-2,2%	-1,8%
Total	1,6%	0,8%	2,5%	1,5%	-0,1%	-0,7%

Source : Pôle emploi services (2004-2010), classification Insee

L'emploi lié à la sphère présente a évolué pratiquement deux fois plus vite

¹ Cf. méthodologie

en Val-de-Marne qu'en Ile-de-France (+2,9% contre +1,6%).

Même si le rythme de croissance de l'emploi présentiel s'est réduit de moitié en Val-de-Marne depuis la crise, la rupture de tendance a été moins violente : -1,6 point de croissance annuelle moyenne contre -1,9 point en Ile-de-France.

En revanche, l'emploi non présentiel, qui a évolué plus vite en Val-de-Marne qu'en région francilienne avant la crise (+1,6% contre +0,8%), a davantage souffert depuis : -2,2% contre -1,8% (3,8 points de delta de croissance contre 2,6 en Ile-de-France).

L'emploi lié à la sphère non présente serait donc, en temps de crise, plus vulnérable en Val-de-Marne que dans l'ensemble de l'Ile-de-France, signe de la baisse d'activité des donneurs d'ordre et de sa répercussion sur le tissu sous-traitant.

Des évolutions territoriales contrastées

Du fait de la forte concentration de l'emploi salarié privé val-de-marnais au sein de quelques communes (5 communes regroupent un tiers du total et la moitié de l'emploi départemental est implanté dans 9 communes), l'évolution de l'emploi par grands territoires (précisés en fin de document) est très liée à celle de quelques communes poids-lourds.

A titre indicatif, le territoire Orly-Rungis - Seine Amont concentre près de 4 emplois salariés privés sur 10 du département (138 246, soit plus que dans le IXème arrondissement de Paris mais moins que dans le VIIIème), l'Est parisien 1 emploi sur 4 (82 825 soit « autant » qu'à Nanterre), le Centre Val-de-Marne 1 emploi sur 5 (68 135, soit à peine plus qu'à Roissy-en-France) et le Val de Bièvre 1 emploi sur 7 (48 203, soit plus qu'à Issy-les-Moulineaux mais moins qu'à Saint-Denis...). Enfin, le volume d'emplois du Haut Val-de-Marne (21 790) est comparable aux effectifs de la seule commune de Fontenay-sous-Bois et le Plateau Briard accueille « autant » d'emplois que Nogent-sur-Marne, par exemple...

SOURCE

Les statistiques du présent document s'intéressent à l'emploi salarié privé. L'affiliation à l'Assurance chômage est obligatoire pour tout établissement du secteur privé industriel et commercial, employant au moins un salarié en vertu d'un contrat de travail, et ce quelle que soit la branche d'activité.

En début de chaque année, les employeurs assujettis en Île-de-France doivent adresser à **Pôle emploi services**, un Bordereau de Déclaration Annuelle (BDA) destiné à régulariser les sommes versées au cours de l'année précédente. Une partie de ce bordereau est réservée à la déclaration des effectifs employés dans l'établissement au 31 décembre de l'année écoulée. Ces effectifs peuvent être présents à cette date ou absents pour congés, maladie, maternité, formation continue ou chômage partiel. Ce recensement ne fait pas de distinction, ni du temps de travail effectué (temps complet ou partiel), ni du statut du salarié (contrat à durée déterminée ou indéterminée), ni de la présence effective ou non du salarié au dernier jour de l'année écoulée.

Sont recensés, dans le fichier statistique :

- tous les établissements du secteur privé, industriel et commercial (Art. L351-4 du Code du Travail) employant au moins un salarié en vertu d'un contrat de travail et dont l'affiliation est obligatoire ;
- les établissements du secteur public à caractère industriel et commercial ayant opté pour l'affiliation directe à l'Assurance chômage (à l'exclusion de ceux ayant passé une convention de gestion ou pratiquant l'auto-assurance).

METHODOLOGIE

La partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et non-présenteielle permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires.

Les activités présenteielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités non-présenteielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

A suivre prochainement...

- * Retour sur le Club Conjoncture du Val-de-Marne du 28 novembre 2011
- * Caractéristiques des territoires val-de-marnais
- * Les établissements du Val-de-Marne en 2012

Dernières publications :

- * [Flash Eco n°26](#)
« Les transferts d'établissements en Val-de-Marne »
- * [Flash Eco n°25](#)
« Attractivité du Val-de-Marne »